Motion du 14 mars 2016 de Mmes et MM. Emmanuel Deonna, Martine Sumi, Olivier Gurtner, Pascal Holenweg, Grégoire Carasso, Sylvain Thévoz, Jennifer Conti, Alfonso Gomez, Tobias Schnebli, Morten Gisselbaek, Maria Pérez, Gazi Sahin, Sandrine Burger, Laurence Corpataux, Marie-Pierre Theubet, Anne Carron, Alia Chaker Mangeat et Sami Gashi: «Pour une pratique humaine du droit d'asile et le retour d'Amanuel G.».

(acceptée par le Conseil municipal lors de la séance du 6 avril 2016)

MOTION

Exposé des motifs

Le Centre social protestant et les œuvres d'entraide se sont émus de l'expulsion vers l'Italie, vendredi dernier, d'Amanuel G., réfugié syrien, dans des conditions insupportables.

Amanuel G. vivait avec son épouse enceinte et leurs deux enfants sur sol genevois. Il s'est dûment présenté depuis plusieurs mois à l'Office cantonal de la population et des migrations.

Une pétition avait été signée par plus de 2000 personnes, dont des parlementaires fédéraux et cantonaux issus de trois partis gouvernementaux, ainsi que deux anciennes présidentes de la Confédération. Elle demandait instamment de permettre à Amanuel G. de rester sur sol genevois avec sa famille.

Compte tenu du caractère inique de ce renvoi et des méthodes employées pour l'effectuer, le Conseil municipal prie le Conseil administratif :

- d'exiger des éclaircissements de la part du Département de la sécurité et de l'économie (DSE) sur les conditions dans lesquelles cette expulsion a été décidée et effectuée;
- d'expliquer les mesures prises par le Conseil administratif afin de permettre le retour sans délai d'Amanuel G. à Genève;
- de faire le point sur les efforts entrepris par le Conseil administratif pour éviter les drames suscités par une application inhumaine des accords de Dublin par le DSE;
- d'indiquer les mesures exceptionnelles d'aide et de soutien aux requérants d'asile de Syrie et d'Erythrée prises en concertation avec le Canton.